

Macro Dev

Nigéria : Le long chemin de la stabilisation au développement

Auteur
Sylvain Bellefontaine

Nigéria : le long chemin de la stabilisation au développement

Sylvain Bellefontaine – bellefontaines@afd.fr

Date de fin de rédaction : 26/02/2026

Résumé : En 2023, l'administration Tinubu a hérité d'une situation économique délicate, le Nigéria étant entré dans la crise du Covid-19 encore marqué des stigmates du choc pétrolier de 2014. L'affaiblissement durable de la croissance économique par rapport à la période de forte expansion associée au super-cycle des matières premières (2003-2014) et la fragilisation des fondamentaux macroéconomiques ont été accentués par une dégradation des politiques économiques et du climat des affaires depuis 2015, au travers de mesures protectionnistes contre-productives (contrôle des changes et stratégie d'industrialisation par substitution aux importations), générant pénuries, tensions inflationnistes et pressions récessives, avec des ramifications sociopolitiques et socio-économiques (violence, insécurité, pauvreté, inégalités).

Dès son investiture en mai 2023, le président Tinubu a annoncé la flexibilisation-unification du taux de change et la suppression des subventions aux carburants. Ainsi, il a placé son mandat sous le sceau des réformes, incluant la réduction des barrières aux importations, le retour à l'orthodoxie monétaire, la fin du financement monétaire des déficits publics, une réforme fiscale et le renforcement des règles prudentielles bancaires et du cadre de lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme (LCB-FT). Ces réformes et le rebond du secteur des hydrocarbures (production et raffinage) ont instillé un optimisme mesuré avec un faisceau de signaux positifs : stabilisation du naira, désinflation, rebond de l'activité, renforcement de la position extérieure. Conséquence attendue de l'inflation importée suite à la dévaluation du naira (73 %), de l'envolée des prix des carburants (x6) et du resserrement monétaire, la crise du coût de la vie n'a pas généré de mobilisation sociale majeure, ni de déstabilisation sociopolitique. Soulagées des coûteuses subventions, les finances publiques restent dépendantes des recettes pétrolières, et la réforme fiscale doit encore faire ses preuves pour doper la faible mobilisation fiscale et entériner la bonne orientation des métriques de dette publique.

Demeurent des interrogations quant à la transformation de la phase de rééquilibrage/stabilisation en une consolidation macro-financière durable et une accélération de la croissance économique tangible et créatrice d'emplois, propices à une trajectoire de développement profitable à l'ensemble des Nigériens. La manne pétro-gazière reste structurante pour l'économie, et la production (acteurs domestiques et majors), comme la capacité de raffinage sont bien orientées. Le potentiel minier est important, notamment dans les minerais critiques. Mais ces secteurs sont plus capitalistiques qu'intensifs en main-d'œuvre. De plus, en l'absence d'État-providence, ils ne génèrent pas de « ruissellement » source d'« inclusivité » à travers la redistribution, par exemple. Dans un modèle économique que d'aucuns qualifient de « capitalisme sauvage », l'essor de la *tech*, des services financiers et des industries culturelles et créatives (ICC) symbolise le dynamisme du secteur privé, un esprit

d'entreprise et une capacité d'innovation assez remarquables. Mais il ne produit pas d'effet d'entraînement majeur à l'échelle du pays ; *a contrario*, et dans une certaine mesure, il exacerbe même un « séparatisme économique ». L'élite nationale est bien formée et souvent binationale, comme l'importante diaspora qui est à la fois une force (transferts, investissements) et le marqueur du manque d'opportunités locales. L'environnement des affaires pâtit de l'insécurité, de la corruption confinant à une capture de l'État, du déficit d'infrastructures et des défaillances du secteur électrique, limitant l'attractivité pour les investisseurs étrangers. Réduire l'informalité, investir massivement dans l'éducation, la santé, l'adaptation au changement climatique et développer les secteurs agricole et manufacturier sont des enjeux majeurs pour s'extraire du « piège de la pauvreté » et lutter contre l'insécurité alimentaire, dans le pays le plus peuplé d'Afrique, dont la croissance démographique est une « bombe à retardement ».

Thématique : macroéconomie

Géographie : Nigéria

Indicateurs clés

	2019	2020	2021	2022	2023	2024	2025*	2026*
Contexte politique et socio-économique								
Population (M hab.)								
Estimation 2026			242,6 M					
Projection 2050			359,2 M					
Taux de croissance démographique 2025-2026			2,1 %					
IDH (rang/193 pays)	165	165	162	164	164	-	-	-
Taux de pauvreté (4,20\$/j PPA)	55,1	55,1	55,1	64,0	63,7	68,8	70,5	71,0
Indice de Gini	35,1	35,1	35,1	33,9	33,9	33,9	-	-
Qualité de gouvernance BM (rang/198 pays)	175	176	177	179	172	171	-	-
Score de démocratie libérale (rang/177 pays)	91	91	98	96	95	96	-	-
Indice de fragilité des États (rang/179 pays)	165	165	168	164	165	165	-	-
Modèle économique								
PIB (Mds USD)	668,2	598,7	609,5	645,7	487,3	252,1	285,0	334,3
PIB par habitant (USD courant)	3190	2798	2789	2893	2139	1084	1200	1378
Taux de croissance du PIB réel (%)	2,2	-6,4	1,1	4,3	3,3	4,1	3,9	4,2
Investissement (% du PIB)	20,4	21,1	19,2	18,1	17,6	16,8	17,6	18,5
Épargne domestique (% du PIB)	18,3	18,4	18,7	18,6	18,9	23,6	23,3	22,1
Finances publiques								
Recettes budgétaires (% du PIB)	5,6	4,7	5,1	6,6	7,3	10,8	9,6	9,1
Dépenses publiques (% du PIB)	8,9	8,7	9,1	10,6	10,4	12,3	12,5	12,8
Solde budgétaire (% du PIB)	-3,3	-4,0	-4,0	-4,0	-3,1	-1,6	-2,9	-3,7
Dette publique (% du PIB)	21,4	25,7	26,6	29,8	36,3	39,3	36,4	35,0
Intérêts de la dette publique (% des recettes)	24,1	36,4	35,3	25,0	39,0	23,0	27,4	27,9
Comptes externes								
Solde du compte courant (% du PIB)	-2,0	-2,7	-0,5	0,2	1,3	6,8	5,7	3,6
Dette externe (% du PIB)	17,3	19,3	20,6	20,6	21,0	-	-	-
Réserves de change (mois d'importations)	6,3	6,5	6,3	6,7	6,9	5,7	6,1	6,2
Évolution du taux de change / USD (%)	0,6	-5,1	-7,3	-8,1	-50,1	-42,0	7,0	5,7
Système financier et politique monétaire								
Inflation annuelle moyenne (%)	11,4	13,2	17,0	18,8	24,7	31,4	23,0	22,0
Crédit au secteur privé (% du PIB)	7,4	8,1	8,8	9,5	13,1	-	-	-
Exposition souveraine des banques (% des actifs)	11,2	8,0	7,6	8,6	8,9	9,8	-	-
Ratio de solvabilité (%)	14,6	15,1	14,6	13,8	13,0	15,3	11,7	-
Rentabilité des fonds propres (%)	25,3	23,4	16,0	17,2	37,9	40,0	27,5	-
Prêts non performants (% des prêts bruts)	6,0	6,0	4,9	4,0	4,4	4,9	8,0	-
PNP net de provisions (% des fonds propres)	3,2	1,5	0,3	1,6	2,9	4,9	19,6	-
Actifs liquides (% passif court terme)	44,8	41,0	37,7	37,4	40,7	47,1	57,6	-
Climat								
Indicateur ND-Gain vulnérabilité (rang/187 pays)	129	128	127	123	125	-	-	-
Émissions de GES (rang mondial/186 pays)	26	27	27	27	27	26	-	-
Émissions de GES/hab. (rang mondial/186 pays)	148	150	152	155	154	153	-	-
Émissions de GES/PIB (rang mondial/186 pays)	93	101	104	105	105	102	-	-

Source : FMI (WEO oct. 2025, FSI) ; Banque mondiale ; Commission européenne ; EIU ; ONU ; V-DEM ; sources locales, calculs : AFD/ECO.

* Prévisions ou estimations à meilleure date

1. Une stabilité institutionnelle et des réformes au pas de charge...

Dès l'investiture du président Tinubu en mai 2023, et malgré le risque d'éruption sociale, l'annonce de la flexibilisation-unification du taux de change^[1] et de la suppression des subventions aux carburants (seul « service public tangible »), en place depuis les années 1970, a donné le ton d'un mandat sous le sceau des réformes structurelles. En cela, il marque une rupture avec l'inertie de l'administration Buhari (2015-2023, membre du même parti **All Progressives Congress [APC]**). L'abrogation totale des subventions aux carburants n'a finalement eu lieu qu'en août 2024, venant alimenter un choc socio-économique violent, initié avec la dévaluation/dépréciation de plus de 70 % du naira entre juin 2023 et février 2024. Soutenue par le duo FMI-Banque mondiale, cette double réforme a permis le déblocage de 800 M USD de financement BM à destination d'un programme de transferts directs aux populations les plus défavorisées, qui a mis du temps à se mettre en place et n'a pas compensé la perte de pouvoir d'achat.

La crainte d'un embrasement social n'a finalement pas pris corps, circonscrite par les autorités et un État qui n'hésite pas à exercer son « monopole de la violence légitime »^[2]. Depuis 1999, l'histoire politique contemporaine du pays s'inscrit dans un cadre institutionnel démocratique et fédéral et un régime parlementaire essentiellement bipartite, sans grands clivages sur les orientations économiques et sociales^[3]. Malgré cela, les velléités contestataires continuent d'être réprimées (cf. le mouvement #EndSARS en octobre 2020 contre une brigade spéciale de la police nigériane), d'où une forte réticence de la population à exprimer ses doléances dans la rue^[4].

Les facteurs de risque sociopolitique sont donc toujours prégnants, compte tenu de la fragile cohésion nationale et des antagonismes ethniques, religieux et régionaux formant le terreau de la violence et de l'insécurité. Si les principales villes du pays sont relativement sûres, une large partie du territoire n'est pas sous contrôle, malgré un maillage administratif important (36 états,

[1] La crise du Covid-19 et la guerre en Ukraine sont venues confirmer l'échec de la stratégie protectionniste de restriction de l'accès aux devises et de substitution aux importations, depuis l'abandon du régime de flottement administré pour un ancrage au dollar avec des barrières aux importations mis en place en 2015 dans le contexte du choc pétrolier. Sous la pression des bailleurs (FMI et Banque mondiale), les autorités nigérianes ont communiqué depuis le printemps 2020 sur la flexibilisation du régime de change et l'unification du taux de change. Le taux officiel (transactions du Trésor et du secteur énergétique) a été supprimé en avril 2021 au profit du taux I&E (investisseurs et exportateurs, ou taux NAFEX, créé en 2016) qui demeurait très contrôlé par la banque centrale (Central Bank of Nigeria [CBN]), tout comme l'offre de devises. Les dévaluations successives (2016, 2017, 2020) n'ont pas corrigé complètement l'appréciation en termes réels du naira et sa surévaluation.

[2] Dans son ouvrage *Le savant et le Politique* (1919), Max Weber définit le « monopole de la violence légitime » comme un accord tacite entre un État et sa population. Dès lors que l'État est considéré comme légitime, il dispose du droit d'utiliser la violence physique sur son territoire ou d'en déléguer l'usage.

[3] Le Nigéria est classé en démocratie élective « zone grise » par V-Dem (97^e/179), 140^e/180 pour l'indice de perception de la corruption Transparency International, 122^e/180 pour l'indice RSF de liberté de la presse, 127^e/208 pour l'indice de liberté Freedom House, 117^e/140 pour l'indice World Justice Project sur l'État de droit.

[4] Le récent démantèlement du quartier lacustre de Makoko sur le lagon de Lagos a été présenté par le gouvernement comme une mesure d'urbanisme et de sécurité, mais il a provoqué une vague de déplacements massifs de population, des protestations et une forte controverse.

774 *local units* et 8 809 *wards*), et l'état d'urgence décrété en octobre 2025. Le Nigéria est en proie aux conflits agro-pastoraux (Nord et Centre), au banditisme (trafics, kidnappings, spoliation des populations locales), au terrorisme islamiste (factions rivales de Boko Haram et de l'État islamique en Afrique de l'Ouest [*Islamic State's West Africa Province* – EIAO/ISWAP] au Nord-Est)^[5], aux sabotages de sites pétroliers et à certaines revendications sécessionnistes persistantes (Sud-Est, Biafra).

Bien que le Nigéria soit l'une des principales économies africaines et un géant à l'échelle de la sous-région, il n'a ni doctrine ordonnée ni véritable *leadership* en matière de politique étrangère et n'est pas immunisé contre la dégradation du contexte régional et international. Le remaniement complet de l'état-major de l'armée en octobre 2025 sur fond de rumeurs de coup d'État (16 militaires arrêtés) n'a pas eu d'écho particulier dans la société nigériane. En décembre 2025, des forces de la CEDEAO (Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest), dont nigérianes, ont soutenu l'armée loyaliste béninoise contre la tentative de coup d'État et restauré l'ordre constitutionnel. Dans la lignée du Venezuela et du Groenland, les États-Unis ont orchestré une frappe militaire ciblée à Noël.

Elle fait craindre une convoitise de l'administration Trump pour les ressources naturelles nigérianes sous couvert de défense des chrétiens à l'attention de la base conservatrice MAGA (notamment face aux remous de l'affaire Epstein). Les achats d'équipements militaires états-uniens pourraient ne pas suffire à contenter Washington, d'autant que la Chine, bien implantée localement, est un partenaire important du Nigéria.

Au final, dans un pays où le taux de participation aux élections est aussi faible que la défiance vis-à-vis des institutions est élevée, le président Tinubu est bien positionné pour être réélu en 2027^[6], même si les fruits des réformes ne sont pas palpables par la population. La domination du parti présidentiel APC au sein des états fédérés et les ralliements d'opposants sont considérés comme des signaux de continuité politique. Investir dans la pédagogie du bien-fondé des réformes et construire un contrat social (droits, devoirs, redevabilité, confiance) demeurent toutefois indispensables pour capitaliser sur le bilan en matière de stabilisation de l'économie. Deux facteurs ne peuvent toutefois être éludés : l'état de santé de Bola Tinubu qui interroge et l'éventuelle interférence de l'administration Trump.

[5] Selon ACLED (Nsaibia 2026), les attaques terroristes ont augmenté de 86 % entre 2024 et 2025 et le nombre de victimes a cru de 262 %.

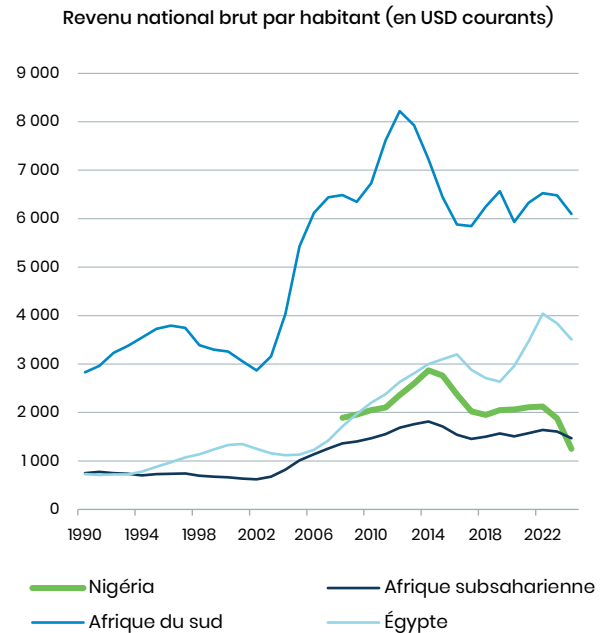
[6] Élections présidentielle et législatives prévues le 16 janvier 2027 et élections des gouverneurs et des

assemblées législatives des états prévues le 6 février 2027, précédées par cinq mois de campagnes officielles.

2. ... malgré la faiblesse de l'État-providence, le « piège de la pauvreté » et l'enjeu démographique

La perte du titre de 1^{ère} économie africaine en 2023 du fait de la chute du PIB nominal exprimé en USD (non compensée par la revalorisation du PIB de 34 % en 2024 suite au rebasage) symbolise une dynamique de développement qui pâtit d'une croissance économique modeste et peu inclusive face à la faiblesse de l'État-providence et aux pressions inflationnistes et démographiques. Alors qu'aucun recensement officiel national n'a été réalisé depuis 2006, la population est estimée à plus de 230 millions, dont 63 % de moins de 25 ans. Selon les Nations unies, en l'absence de politique familiale et éducative susceptible d'accélérer la transition démographique, le Nigéria verrait sa population se rapprocher de 400 millions de personnes d'ici 2050, et deviendrait alors le 3^e pays le plus peuplé au monde. L'hypothèse d'un éventuel dividende démographique se heurte à un ratio de dépendance^[7] très élevé, compte tenu d'une population très jeune, avec un âge médian de 18 ans, et d'un taux de fécondité de 4,8 enfants par femme en 2024 selon le dernier *Nigeria Demographic and Health Survey 2024*.

Graphique 1 – Déclassement continental du Nigéria en 2023



Source : Banque mondiale (méthode Atlas).

Les chocs exogènes et endogènes encaissés au cours de la dernière décennie se sont traduits par une paupérisation multidimensionnelle. Le revenu national brut (RNB) par habitant a été divisé par plus de deux à 1 250 USD en 2024, largement érodé par l'effet change, soit un niveau légèrement inférieur à la moyenne d'Afrique subsaharienne (ASS).

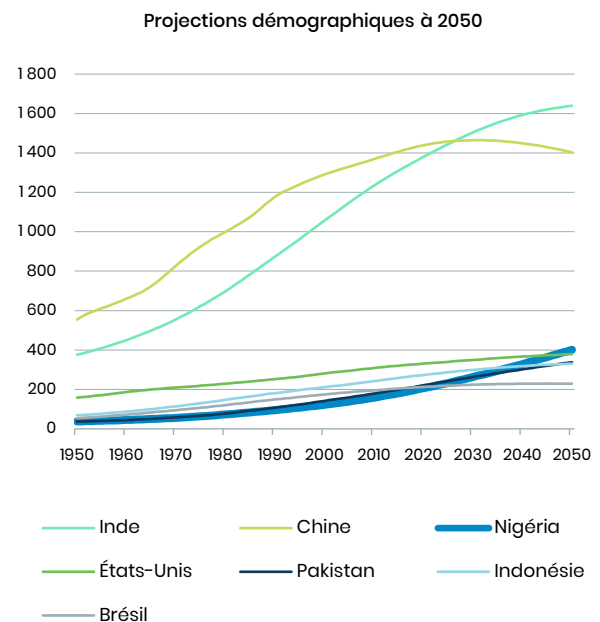
[7] Selon le Fonds des Nations unies pour la population, « un pays dans lequel la part des jeunes dans la population augmente et le taux de fécondité diminue peut récolter les fruits d'un « dividende démographique », un phénomène de hausse de la productivité économique qui se produit lorsque le ratio de la population active par rapport au nombre de personnes à charge s'accroît. Le ratio de dépendance démographique est le rapport du nombre d'individus supposés « dépendre » des autres pour leur vie quotidienne – jeunes et personnes

âgées – et le nombre d'individus capables d'assumer cette charge (personnes âgées de 0-14 ans + 65 ans / population 15-64 ans × 100). Au Nigéria, ce taux de dépendance serait de 79 % en 2024 selon la Banque mondiale, en ligne avec la moyenne d'Afrique subsaharienne. Ce ratio est d'environ 50 % en Asie émergente et en Amérique latine et croît dans les pays développés (57 % en Europe, 70 % au Japon) sous l'effet du vieillissement.

En parité de pouvoir d'achat (PPA), le PIB par habitant demeure toutefois en progression et bien supérieur à la moyenne d'ASS (9 100 USD contre 5 913 USD). Néanmoins, environ 70 % de la population vit sous le seuil de pauvreté des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure (PRITi) fixé à 4,20 USD PPA/jour (estimation de la Banque mondiale) et 63 % de la population serait en situation de « pauvreté multidimensionnelle »^[8] selon le *National Bureau of Statistics* (NBS). L'indice de Gini, reflétant les inégalités, est en légère baisse depuis 2015 (à seulement 33,9 en 2022). Mais il apparaît peu interprétable, compte tenu des fortes disparités de revenus au sein de la population. Les inégalités spatiales sont importantes entre les grandes zones urbaines et les zones rurales du Centre et du Nord. Selon les estimations de la BM, la classe dite « moyenne » – c'est-à-dire, disposant d'un niveau de revenu journalier supérieur aux seuils de pauvreté, mais encore éloigné des niveaux des pays développés – décline ces dernières années et ne dépasserait pas 3,5 M de personnes, soit 1,5 % de la population. La taille modeste du marché domestique de consommation adressable limite donc l'attractivité pour les investisseurs. Le Nigéria se classe 164^e sur 193 pour l'indice de développement humain (IDH) et l'indice de capital humain de la BM est le 7^e plus faible au monde. Le système éducatif et de formation professionnelle est défaillant et sous financé. Ce secteur pèse entre 6 % et 9 % du budget, alors que l'UNESCO estime une cible idéale à 20 %. Les élites sont formées à l'étranger et la fuite des cerveaux est conséquente (141^e/179 selon l'indice *Brain Drain* du *Fund for Peace*).

Environ un quart des enfants en âge d'être scolarisés ne le sont pas, notamment pour des raisons sécuritaires dans le Centre et le Nord du pays. À cette situation déjà préoccupante, s'ajoute la suspension des financements de l'Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* [USAID]). En 2024, ils s'élevaient à 876 M USD, soit 0,3 % du PIB, et ciblaient principalement les secteurs de la santé (lutte contre les épidémies et le VIH, soins maternels et infantiles) et de la lutte contre la malnutrition, en particulier infantile (estimée à 40 %).

Graphique 2 – Forte pression démographique



Source : Nations unies.

[8] Selon l'objectif de développement durable n°1 de l'ONU sur l'absence de pauvreté, « la pauvreté ne se résume pas à un manque de revenus et de ressources pour assurer des moyens de subsistance durables. Elle se manifeste aussi par la faim et la malnutrition, l'accès limité à l'éducation et

aux autres services de base, la discrimination et l'exclusion sociales, ainsi que par l'absence de participation aux prises de décision ».

3. Une économie à trois vitesses en quête d'un modèle de croissance diversifié et inclusif

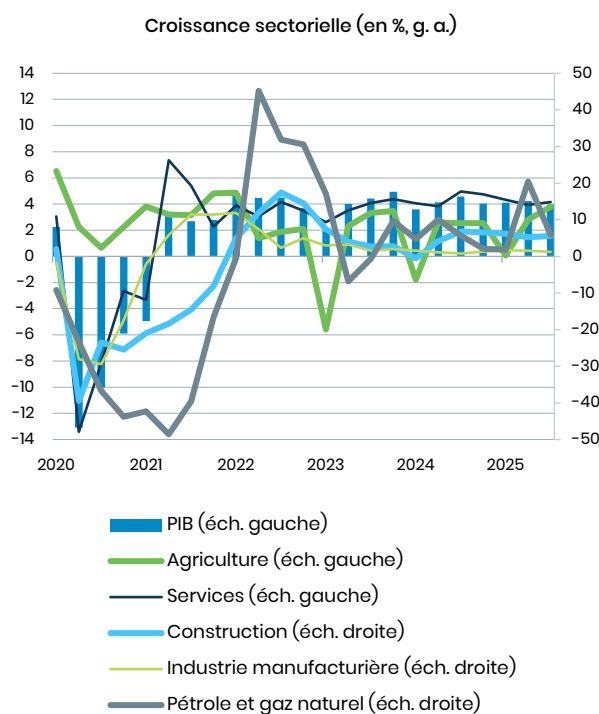
Après une décennie de marasme, le secteur pétro-gazier connaît un nouvel essor. Entre 2012-2023 (et à l'exception de la période 2017-2019), il a contribué négativement à la croissance économique : son poids économique a été divisé par trois, au point de ne peser plus que 5,5 % du PIB. Pourtant, le secteur reste structurant et névralgique pour l'économie (88 % des exportations et 34 % des recettes budgétaires en moyenne sur les cinq dernières années). Alors que le pays détient les 11^e réserves mondiales de pétrole et les 10^e de gaz naturel selon BP, le sous-investissement chronique, les sabotages et le trafic de pétrole ont divisé par deux la production de brut en une décennie, quand celle de gaz naturel a stagné. Le rebond de la production pétrolière proche du quota OPEP+ de 1,5 M b/j en 2025 a été permis par des efforts de maintenance et de sécurisation des installations. La refonte du cadre légal et fiscal^[9] pour attirer ou maintenir les investisseurs domestiques et étrangers a aussi commencé à porter ses fruits. Le gouvernement ambitionne un doublement de la production de brut d'ici 2030. Les majors ExxonMobil, Shell et TotalEnergies se désengagent des activités *onshore* pour des raisons environnementales, de baisse des rendements et de tensions avec les communautés du delta du Niger, tout en restant actives dans l'*offshore* et notamment le gaz naturel. Par ailleurs, la relation semble s'apaiser entre la Nigerian National Petroleum Corporation (NNPC), société nationale en situation de monopole sur l'*upstream*, et Dangote, nouvel acteur en position dominante sur le *downstream*. En

septembre 2025, les deux sociétés ont renouvelé pour deux ans leur accord « naira contre pétrole brut » afin d'approvisionner la raffinerie Dangote inau-gurée en 2024, et dont le projet de doublement des capacités à 1,4 M b/j en 2028 en ferait la plus grande raffinerie au monde. Ces développements marquent un véritable tournant en termes d'autonomie stratégique du pays. Mais des zones d'ombre demeurent quant à la volonté du groupe de la première fortune du continent de servir d'abord l'intérêt général en priorisant la demande domestique plutôt qu'exporter, sur fond de problématique de rentabilité/soutenabilité financière d'un projet de 20 Mds USD financé en devises et adossé à une stratégie commerciale agressive de *dumping* (éprouvé dans le ciment et le sucre), qui a permis une baisse de 12 % des prix des carburants en 2025.

Les services demeurent le principal moteur de l'économie et l'essor d'un écosystème innovant et créatif souligne l'esprit d'entreprise et le vivier de compétences, notamment à Lagos qui concentre environ 10 % de la population et 22 % du PIB national. La part du secteur tertiaire dans la valeur ajoutée a fortement progressé depuis 2000 passant de 32 % à 54 % du PIB, notamment développé autour de la finance et des télécommunications. Avec ses cinq licornes (valorisées plus d'1 Md USD) concentrées dans les *FinTechs*, le Nigéria est leader en Afrique, devant d'autres *hubs* d'innovation comme l'Égypte, l'Afrique du Sud, le Maroc, voire le Rwanda.

[9] Petroleum Industry Act (PIA) de 2021 et Upstream Petroleum Operations Cost Efficiency Incentives Order de 2025.

Graphique 3 – Un moteur économique à trois cylindres : hydrocarbures, services formels et secteur informel (dont agriculture)

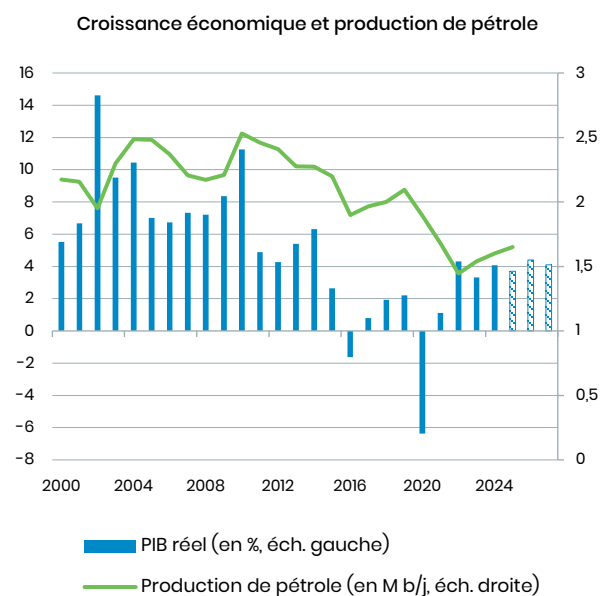


Source : NBS, calculs AFD.

Depuis le choc pétrolier de 2014, la croissance économique fait pâle figure mais retrouve de la vigueur. Après 7,7 % en moyenne en 2000-2014, l'activité a ralenti à seulement 1,2 % en 2015-2019, suivi d'une forte récession en 2020 (-6,4 % contre -1,8 % avant rebasage^[10]) et d'une reprise graduelle. En 2024, le dynamisme du secteur des services, notamment financiers, et le rebond de la production de pétrole (+5,4 %) et de gaz (+19,2 %) ont soutenu la croissance du PIB (4,1 %). Malgré un contexte mondial hautement incertain, les données trimestrielles font état d'une croissance du PIB en volume dynamique et stable sur les trois premiers

trimestres 2025 à 4,1% en glissement annuel, soutenue par les services (finance et télécoms), la construction et les hydrocarbures (+9 % g. a.). En janvier 2026, le FMI a revu à la hausse son estimation de croissance annuelle de 3,9 % à 4,2 %.

Graphique 4 – Des perspectives de croissance relativement encourageantes



Source : FMI, BP.

En attendant la publication du nouveau *National Development Plan (NDP 2026-2030)*, adresser les carences structurelles de l'économie nigériane est un défi immense pour accélérer la croissance économique, tirée par le secteur privé et créatrice de suffisamment d'emplois formels pour absorber les nouveaux actifs (environ 4,5 M par an d'ici 2030 selon le *Nigerian Economic Summit Group [NESG]*). La faiblesse de l'investissement (17 % du PIB) et du secteur manufacturier (9 % du PIB), limité et peu

[10] La révision méthodologique annoncée en janvier 2025 (dernière en 2014) a consisté en la mise à jour de l'année de base statistique (rebasage), de 2010 à 2019, mais également en l'ajustement de la pondération

des secteurs d'activité et l'intégration de nouveaux secteurs.

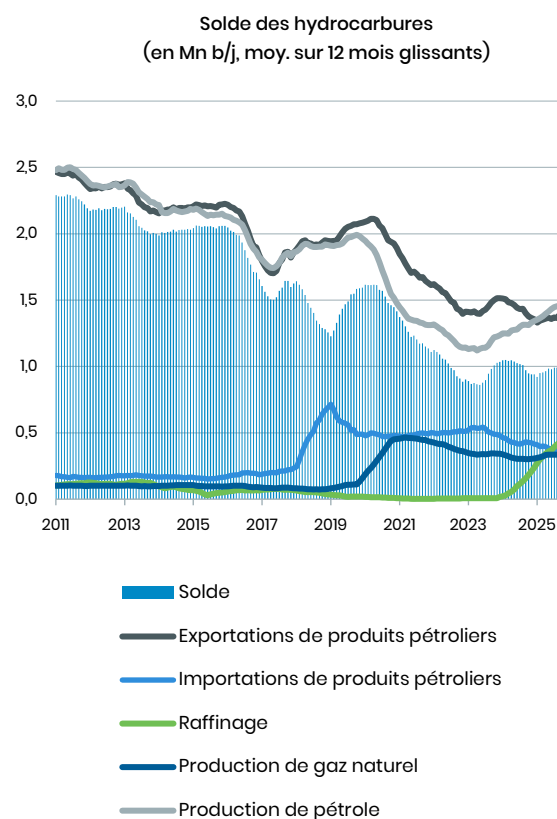
intégré dans les chaînes de valeur mondiales, illustrent les insuffisances en termes de capital humain et d'infrastructures (transports, électricité), la complexité du cadre réglementaire et les lenteurs administratives (délais de dédouanements jusqu'à 90 jours à Lagos contre 10 jours à Lomé), les surcoûts logistiques, la corruption, le manque de concurrence (y compris dans les marchés publics), l'insécurité, les difficultés pour accéder au crédit (PME) et importer des biens intermédiaires, malgré le relâchement des barrières aux importations. Les leviers de croissance sont identifiés dans les hydrocarbures, les mines dont des minerais critiques (lithium, coltan, graphite et terres rares surtout dans le Centre-Nord et le Sud-Ouest), l'agriculture (production et transformation), les infrastructures routières et portuaires (port en eaux profondes de Lekki), la production manufacturière et les services.

À court terme, les prévisions de croissance de janvier du FMI demeurent orientées positivement à 4,4 % en 2026, mais elle pourrait ralentir à l'approche des élections. La croissance potentielle à moyen terme a été réévaluée par le FMI de 3,5 % à 4 %. Selon ces projections, à l'horizon 2030, le Nigéria demeurerait la 3^e économie du continent avec un PIB nominal de 444 Mds USD (252 Mds USD en 2024), derrière l'Égypte et l'Afrique du Sud, et surtout loin de l'objectif des autorités d'atteindre 1 000 Mds USD avec une croissance économique de 7 % par an.

4. Préserver la bonne tenue des comptes externes et attirer les investisseurs dans un contexte international versatile

L'excédent du compte courant retrouvé en 2022 devrait se réduire progressivement à moyen terme, après avoir atteint un niveau record depuis 17 ans en 2024 (6,8 % du PIB) et toujours solide en 2025 (sur 9 mois), sous l'effet de la bonne tenue des exportations malgré le tassement du prix du brut autour de 60 USD/baril, une baisse des importations, notamment de produits pétroliers, et de transferts de la diaspora records, favorisés par la délivrance de nouvelles licences pour les opérateurs de transferts d'argent. Le déploiement des capacités domestiques de raffinage pourrait, à terme, couvrir l'essentiel de la demande locale et être exporté, ce que fait déjà Dangote (fuel et kérosène vers l'Afrique de l'Ouest et les États-Unis notamment), soutenant la position extérieure et le naira. Les exportations sont demeurées dynamiques en 2025 (+15 % g. a. sur 9 mois). La dévaluation du naira en 2023-2024 a permis des gains de compétitivité pour la base exportatrice agricole (+29 %) et manufacturière (+16 %) encore tenue. Le Nigéria n'a toutefois pas profité pleinement de la nouvelle donne géopolitique et énergétique depuis la guerre en Ukraine pour approvisionner davantage l'Union européenne (UE), faute de production suffisante.

Graphique 5 – Amélioration de la balance pétrolière



Source : JODI, calculs AFD.

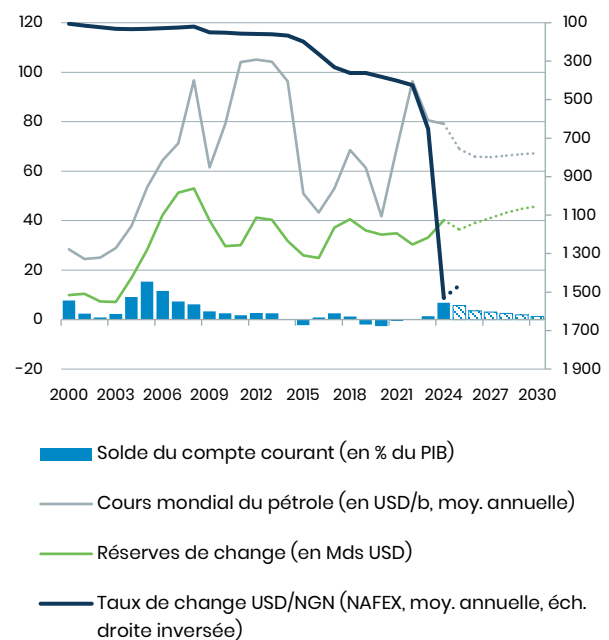
Le Nigéria a une position historiquement assez protectionniste avec un taux d'ouverture commerciale modéré (25 %), même si les restrictions d'accès aux devises ont été levées sur 43 catégories de produits depuis octobre 2023 ; et le pays apparaît peu affecté directement par la guerre commerciale lancée par les États-Unis. Le taux moyen effectif des droits de douane nigériens se situe autour de 11 %, mais certains biens spécifiques (produits sensibles ou de luxe) peuvent être taxés jusqu'à 35 % (tarif extérieur commun de la CEDEAO).

La directive “*Nigeria First*” (mai 2025) priorise le contenu local dans la commande publique. Lancées en 2004, les discussions sur l’accord de partenariat économique entre la CEDEAO et l’UE achoppent toujours, bloquées notamment par le Nigéria, par crainte de la concurrence agricole et industrielle. Malgré la CEDEAO et en attendant la réelle montée en charge de la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), les échanges commerciaux régionaux (hors commerce illégal) et continentaux demeurent limités. L’UE est le principal partenaire du Nigéria (42 % de ses exportations totales en 2024 et 58 % du stock d’investissements directs étrangers [IDE]). Le Nigéria est exposé aux États-Unis *via* le canal des transferts courants et de feu USAID, peu *via* les exportations (13 %) et les IDE (16 %). Il s’est vu notifié des droits de douane de 15 % par les États-Unis, dans les faits largement indolores puisque les produits pétroliers en sont exonérés^[11]. La Chine est le 1^{er} fournisseur du Nigéria (23 % des importations) et représente 7 % du stock d’IDE.

Les flux entrants d’IDE sont structurellement limités (0,5 % du PIB sur 10 ans) et concentrés dans le secteur extractif ; les investissements de portefeuille demeurent volatils par nature. Le regain de confiance est encore trop récent pour se traduire par de grandes annonces de retour des investisseurs occidentaux (hors énergie), même si un protocole d’accord vient d’être signé avec la Corée du Sud pour l’installation d’une usine de véhicules électriques. Depuis la signature d’un accord de coopération en septembre 2024, la Chine a annoncé investir 20 Mds USD dans l’agriculture, l’industrie automobile, l’énergie et l’exploitation minière. Cette dernière présente un potentiel d’autant

plus stratégique dans le contexte de la guerre commerciale, et des entreprises chinoises auraient investi plus de 1,3 Md USD dans le traitement du lithium au Nigéria depuis 2023. En parallèle, les flux entrants d’investissements de portefeuille, vigoureux en 2024 (13,3 Mds USD), se sont tassés en 2025 (-5 Mds USD au premier trimestre avant de rebondir). La politique états-unienne, l’entrée en période pré-électorale, le contexte sécuritaire dans le Nord et l’instabilité régionale sont autant de facteurs de risque et de retrait de capitaux étrangers.

Graphique 6 – Renforcement de la position extérieure après une décennie chaotique



Source : FMI, Banque mondiale, CBN, calculs AFD.

[11] Par ailleurs, le Nigéria est parmi les 32 pays africains bénéficiant de l’*African Growth and Opportunity Act* (AGOA) leur permettant d’exporter (textiles, pétrole, agriculture, etc.) vers les États-Unis sans droits de

douane, un accord prolongé d’un an le 31 décembre 2025.

Les ratios de liquidité et de solvabilité externes sont désormais satisfaisants pour une économie opérant en régime de change flexible avec des interventions ponctuelles de la CBN (régime flottant *de facto* selon le FMI, contre flottement administré jusqu'en 2023) pour limiter la volatilité ou atténuer les chocs externes. L'excédent du compte courant supérieur à l'amortissement de dette externe (environ 2 % du PIB) génère un besoin de financement externe négatif à court terme. L'encours de dette externe est demeuré stable sur les dernières années (autour de 100 Mds USD). Mais du fait de l'effet change, compensé partiellement par la revalorisation du PIB nominal, le taux d'endettement externe aurait progressé à 40,5 % du PIB en 2024. La position de liquidité extérieure est bien orientée suite à la hausse des réserves de change (46 Mds USD en janvier 2026^[12], niveau record depuis 2018), soutenue par la bonne tenue des comptes externes, l'émission d'eurobonds fin 2024 et fin 2025, et une moindre demande domestique de dollars, permettant de couvrir plus de 6 mois d'importations de biens et services. L'accord de *swap* de devises avec la Chine a été renouvelé pour 3 ans en décembre 2024 (15 Mds CNY pour 3 280 Mds NGN) pour renforcer la coopération financière et l'utilisation du renminbi et du naira dans les transactions bilatérales.

La flexibilisation du régime de change, le renforcement de la liquidité externe et la réduction des barrières aux importations et des contrôles des changes et capitaux tendent à réduire le risque de transfert et de convertibilité du pays. Ces développements positifs interviennent après une décennie de mesures protectionnistes inefficaces, voire contre-productives, déployées depuis le choc pétrolier de 2014 : restrictions de l'accès aux devises pour le financement d'importations et barrières aux importations dans une stratégie de substitution par la production domestique, obligation de rapatrier les recettes d'exportations des entreprises locales, offre contrainte de devises par la CBN.

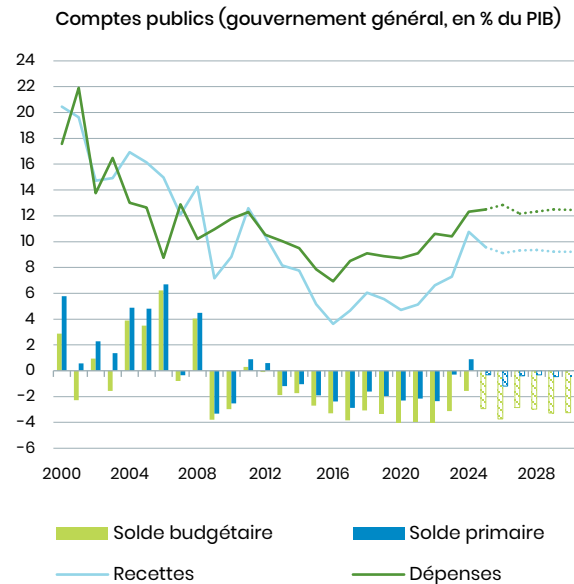
[12] Les données sur les réserves nettes des opérations de *swaps* et de *forwards* sont publiées avec parcimonie par la CBN. Elles s'établissaient à 23 Mds USD en avril

2025 au moment où les réserves brutes étaient de 37 Mds USD.

5. Des réformes budgétaires et fiscales salutaires face à des contraintes fortes sur les finances publiques

L'abandon des subventions aux prix des carburants (août 2024) et la réforme fiscale (juin 2025) viennent soulager les finances publiques. De même, l'arrêt du financement monétaire des déficits est un autre signal positif, mettant fin à la dominance budgétaire et aux effets inflationnistes induits. La succession de chocs exogènes depuis une décennie a mis en exergue la forte dépendance aux recettes d'hydrocarbures et la très faible mobilisation fiscale (7^e plus faible niveau de recettes/PIB au monde). Totem pour les Nigériens les considérant comme l'unique « service public tangible », la suppression définitive des subventions aux carburants en 2024 aurait permis d'économiser 2,6 points de PIB (avant rebasage). De son côté, la réforme fiscale entrée en vigueur au 1^{er} janvier 2026 vise à élargir l'assiette fiscale, renforcer la mobilisation des recettes intérieures, améliorer l'équité et la formalisation, attirer les investissements tout en réduisant la dépendance aux revenus pétroliers. Elle relève les seuils d'exemption pour les petites et moyennes entreprises (PME) et les ménages à revenus faibles, introduit un taux minimum effectif d'imposition pour les grandes entreprises et la création d'un service fiscal centralisé pour améliorer la collecte et la conformité à travers la digitalisation (TaxPro Max et e-services).

Graphique 7 – Des comptes publics contraints par une très faible mobilisation fiscale



Source : FMI.

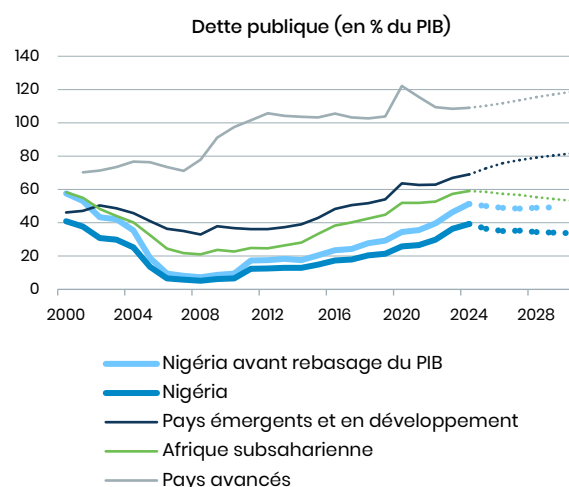
Les perspectives budgétaires s'éclaircissent sans lever tous les doutes sur une consolidation pérenne, compte tenu des besoins immenses en termes de dépenses sociales, sécuritaires, d'infrastructures, et une charge de la dette (environ 30 % des recettes) qui pèse plus dans le budget que les trois postes de dépenses précédents réunis. L'élaboration du budget est un acte éminemment politique, encadré par le *Medium-Term Expenditure Framework & Fiscal Strategy Paper* (MTEF) (2025–2027). Cependant, dans la pratique, le pragmatisme pousse à ajuster les dépenses aux recettes, limitant ainsi les dérapages budgétaires. Rétrocédée pour moitié par NNPC à l'État en 2025, la manne des subventions aux carburants a été redirigée en partie vers des programmes sociaux (*cash transfers*

difficilement mis en place et moins priorisés désormais) et d'infrastructures. L'autre moitié aurait servi à NNPC à rembourser ses arriérés de paiements vis-à-vis de fournisseurs étrangers selon la BM (*Nigeria Development Update*, mai 2025). La renégociation de plusieurs contrats de partage de production pétrolière (2025) et la reprise du contrôle des flux financiers des mains de la société nationale NNPC (2026) illustrent la volonté de l'État de « recentraliser » la rente, sans crisper les investisseurs. La prudence demeure de mise quant à l'implémentation et aux gains de recettes escomptés de la réforme fiscale. Le gouvernement vise un ratio de recettes publiques/PIB à 18 % en 2030, qui serait en ligne avec la moyenne actuelle des pays d'Afrique subsaharienne. Un chemin raisonnable existe probablement entre cette cible très ambitieuse sur cinq ans et l'extrême prudence, voire, le scepticisme du FMI qui mise sur un maintien autour de 10 % du PIB à cet horizon. Au final, résorbé à 1,6 % du PIB en 2024 (3,4 % du PIB avant rebasage) avec un léger excédent primaire et estimé à 2,9 % du PIB en 2025, le déficit public se maintiendrait autour de 3 % du PIB à moyen terme selon le FMI. Un léger dérapage en année pré-électorale n'est toutefois pas exclu : le FMI projette un déficit budgétaire autour de 3,7 % du PIB en 2026, alors que le projet de loi de finances 2026 (adoption prévue au plus tard pour le 31 mars) envisage un déficit de 23,8 billions NGN, soit environ 4,3 % du PIB selon les hypothèses macroéconomiques retenues, contre 3,7 % du PIB dans le MTEF.

Établie sur des données antérieures au rebasage du PIB, la dernière analyse de viabilité de la dette (FMI, Article IV, juillet 2025) a revu l'appréciation du risque de stress souverain à court terme d'élevé (AVD 2024) à modéré grâce à une meilleure position extérieure et au regain de confiance des investisseurs, en maintenant un niveau

élevé à moyen terme, compte tenu de la volatilité des recettes pétrolières et de l'incertitude sur les réformes fiscales. Singularité dans une Afrique subsaharienne cornaquée par le FMI, le dernier programme FMI du Nigéria remonte à 2001 (non décaissé), même si l'Instrument de financement rapide (IFR) a été sollicité durant la crise du Covid-19 (3,4 Mds USD en avril 2020). Le taux d'endettement a été mécaniquement réduit de 52 % à 39 % du PIB à fin 2024 (données FMI). Principal contributeur de la dynamique de dette publique défavorable en 2022-2023 (hausse du ratio dette/PIB de 10 pp et de la part libellée en devises d' $\frac{1}{3}$ à $\frac{1}{2}$ en 2024), l'effet change a été neutralisé depuis. Selon la CBN, le taux d'endettement est estimé à 34 % du PIB mi-2025 et se maintiendrait autour de 35 % du PIB en 2026, en ligne avec les projections du FMI qui table sur un endettement stable à l'horizon 2030. La charge d'intérêts pourrait rester supérieure à 30 % des recettes publiques à moyen terme, mais le besoin de financement public apparaît maîtrisé (environ 7 % du PIB à moyen terme) avec un service de dette externe inférieur à 2 % du PIB.

Graphique 8 – Projection de maîtrise de l'endettement public



Source : FMI.

La stratégie de gestion de la dette du Trésor (*Nigeria's Medium-Term Debt Management Strategy 2024-2027*) repose sur un recours prioritaire au marché domestique, complété par les marchés internationaux (*spreads* de 330 points de base au plus bas depuis 2015) et l'appui des bailleurs aux réformes. Après l'interruption du financement monétaire des déficits, la liquidité du souverain continue d'être assurée par le marché local (80 % de la dette détenue par des résidents : banques, fonds de pension et assurances). Ce marché frontière assure aussi des opportunités de *carry trade* aux investisseurs étrangers (rendements attractifs), avec une concurrence entre le Trésor et la CBN, qui offre des rendements élevés sur ses opérations d'*open market* (de l'ordre de 20-22 % contre 15-18 % pour le Trésor) dans le cadre de sa politique de stabilité monétaire et macroéconomique. Les bailleurs demeurent très présents (½ de la dette externe totale de nature concessionnelle), notamment la

Banque mondiale, et la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) vient d'annoncer son premier financement en Afrique au Nigéria (100 M USD). Le retour sur les marchés internationaux fin 2024 (aucune émission depuis 2022) s'est fait à des conditions onéreuses (9,625 % sur 6,5 ans et 10,375 % sur 10 ans). Les conditions de financement se sont détendues en 2025, et le Trésor a levé 2,35 Mds USD en fin d'année (8,63 % à 10 ans et 9,13 % à 20 ans), avec un carnet d'ordres dépassant 13 Mds USD, signe de la confiance des investisseurs en dépit des tensions géopolitiques. Trois *green bonds* en monnaie locale ont été émis depuis 2017, le Trésor continue d'émettre des *sukuk* chaque année et l'émission de *panda bonds* reste une éventualité. Dans ce contexte, en 2025 les trois principales agences de crédit ont révisé positivement leurs notations souveraines en devises, Fitch rehaussant à B/S et Moody's à B3/S, alors que S&P a revu sa perspective de stable à positive (B-/P).

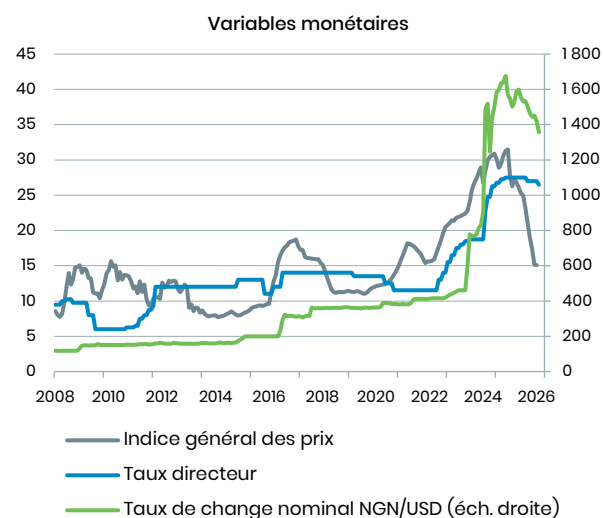
6. Grandes manœuvres d'assainissement monétaire et financier

Le virage de politique monétaire et de change amorcé en 2023 porte ses fruits avec une relative stabilité du naira depuis un an. La flexibilisation-unification du change en juin 2023 a été suivie d'un changement de gouvernance à la tête de la CBN en septembre, d'un resserrement monétaire à partir de février 2024 (hausse du taux directeur de 900 pb à 27,5 % et du ratio de réserves obligatoires de 32,5 % à 50 %) et d'un assainissement du marché des changes. Entre double dévaluation et dépréciation, le NGN/USD a chuté de 73 % pour s'aligner sur le taux parallèle (une prime de 5 % demeure). La CBN a réduit ses interventions sur les marchés des changes (*spot* et dérivés, dont la suppression de ses instruments de couverture du risque de change) au profit des forces de marché, *via* de nouvelles plateformes de trading.

Le choc inflationniste subséquent à la dévaluation laisse place à une désinflation graduelle, dont la poursuite vers une cible à un chiffre demeure un enjeu central de crédibilité de la politique monétaire, d'acceptation sociale des réformes et de développement socio-économique. Le Nigéria a affiché une inflation à deux chiffres depuis 2016 qui a culminé à 34 % mi-2024 avant rebasage de l'indice des prix à la consommation (IPC). Au-delà des changements méthodologiques opérés fin 2024, la désinflation est à l'œuvre (+15,1 % g. a. en janvier 2026) avec un ralentissement des prix alimentaires (40 % du nouveau panier de l'indice des prix à la consommation) et une baisse de 12 % du prix du carburant en 2025 après avoir été multiplié par six en 2023-2024. Dans sa stratégie transitionnelle de ciblage de l'inflation et d'ancrage des anticipations, la CBN vise 16,5 % +/- 2 points de pourcentage en 2026 et 13 % +/- 2 pp en 2027 (*CBN Macro-*

economic Outlook, décembre 2025). La période pré-électorale, traditionnellement propice à une accélération de l'inflation et une instabilité du taux de change, sera scrutée et la stabilité monétaire sera cruciale dans la durée pour assurer un climat d'investissement favorable, l'inclusivité et la réduction de la pauvreté.

Graphique 9 – Signaux de stabilisation monétaire



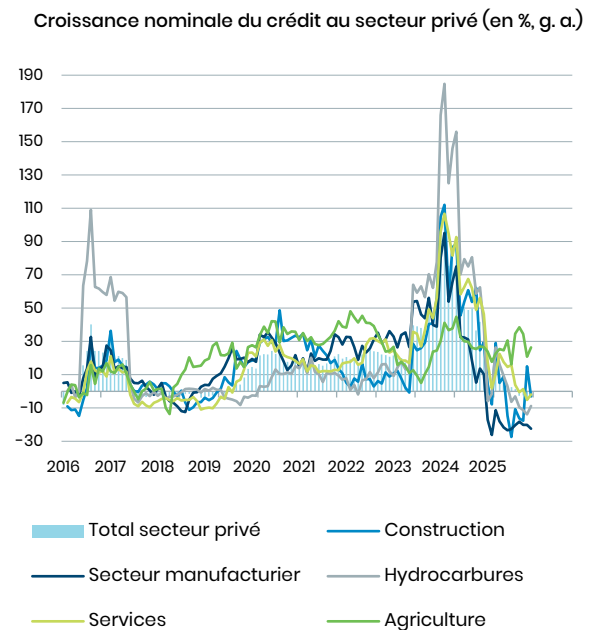
Source : CBN, calculs AFD.

La prudence est de mise et la politique monétaire demeure restrictive. Après l'assouplissement initié en septembre (-50 pb à 27 %), les seules anticipations des marchés d'une baisse des taux en novembre ont entraîné des sorties de capitaux, conduisant la CBN à intervenir sur le marché des changes. La CBN a toutefois procédé à un ajustement du corridor de taux, de +/- 250 pb à +/- 450 pb, un assouplissement monétaire censé stimuler le crédit et rediriger l'excès de liquidités des banques vers le financement du secteur privé alors que les taux d'intérêt réels demeurent très élevés (environ 10 %).

Le renforcement des normes prudentielles et le programme de recapitalisation des banques pour se conformer à Bâle III en 2026 devraient consolider le secteur bancaire, et le pays a été retiré de la « liste grise » LCB-FT du Groupe d'action financière (GAFI) en octobre 2025. La faible pénétration du crédit au secteur privé (14 % du PIB, soit deux fois moindre que la moyenne d'Afrique subsaharienne) et la gestion plus conservatrice des risques depuis la crise bancaire de 2009 et le choc pétrolier de 2014 modèrent le risque systémique, malgré la forte concentration des actifs, notamment dans le secteur pétrolier. Les ratios bilanciers agrégés demeurent satisfaisants en termes de rentabilité et de liquidité (ratio de liquidité à 57,6 % contre un seuil réglementaire à 30 %). Cependant, malgré le programme de renforcement des exigences en fonds propres lancé en 2024 et se terminant le 31 mars 2026, le ratio d'adéquation des fonds propres (*Capital Adequacy Ratio [CAR]*) et la qualité des actifs bancaires se sont détériorés en 2025 suite à la levée des dernières mesures de tolérance Covid et à l'effet change sur les actifs et les passifs en devises^[13]. Concrètement, le CAR agrégé du secteur bancaire a baissé de près de 4 points en 2025 à 11,7 % au troisième trimestre 2025, respectant toujours le seuil réglementaire de 10 %. Une licence bancaire a été retirée en 2024 et trois banques ont été placées sous surveillance rapprochée, afin de renforcer la discipline de marché et réduire l'aléa moral (perception d'une quasi-garantie implicite de la CBN jusqu'en 2023). Cette contraction du CAR a été

concomitante à la progression du taux de prêts non performants (PNP) de 4,9 % (plafond prudentiel à 5%) à près de 8 %, portant le ratio de PNP non provisionnés/fonds propres à 19,6 % contre 4,9 % fin 2024. Les banques ont resserré leur activité de crédit au secteur privé en 2025 avec une baisse de l'encours de prêts de 3,2 % g. a. en termes nominaux en décembre 2025. Par ailleurs, la société de défaillance AMCON créée en 2010 génère un coût de fonctionnement à la charge des banques (environ 0,5 % de leurs actifs) et gère encore environ 4 000 Mds NGN de créances en souffrance, soit seulement 0,1 % du PIB.

Graphique 10 – Fort ralentissement du crédit bancaire au secteur privé



Source : CBN, calculs ECO.

[13] Jusqu'à fin-2023, la position nette de change (NOP) du système bancaire nigérian était positive (longue), soulignant une stratégie spéculative contre le naira assigné d'une probabilité de dévaluation/dépréciation très élevée. Depuis, la NOP des banques est devenue négative principalement en raison des mesures macroprudentielles de la CBN visant à éliminer les positions longues en devises détenues par les banques après la libéralisation du taux de change. La

fixation d'une limite prudentielle NOP/fonds propres à 0 % long FX et maximum 20 % short FX a contraint les banques à vendre des actifs en devises tout en conservant leurs passifs en devises dont la contre-valeur en naira a augmenté ; la dégradation de la qualité de leurs actifs a par ailleurs nécessité d'augmenter les provisions, d'où *in fine* des pressions sur les ratios de capitalisation.

Un retour graduel de la confiance des agents économiques et la digitalisation devraient permettre une formalisation accrue des transactions commerciales et financières et de l'épargne, soutenir la liquidité, la dé-dollarisation, observée depuis un an (environ $\frac{1}{3}$ des crédits et des dépôts en devises), et l'élargissement de la base de dépôts. Cette dernière demeure essentiellement à court terme, générant un désadossement de maturité actifs/passifs, qui explique en partie la faible maturité des financements octroyés au secteur privé, hors grandes entreprises. L'effet d'éviction de la détention de titres publiques au détriment du financement du secteur privé n'est pas probant, l'exposition des banques au souverain n'excédant pas 10 % de leurs actifs. Mais le manque de collatéraux freine toujours le déploiement du crédit aux TPE-PME et aux ménages, en dépit de la création en 2025 de la Société nationale de garantie de crédit (*National Credit Guarantee Compagny* [NCGC]). Les banques publiques (DBN et BOI) sont actives pour combler le gap d'accès au financement *via* des prêts ou des garanties,

dans les secteurs jugés prioritaires (agro-industrie, *tech*, industrie, énergies renouvelables, santé, ICC) mais sans atteindre la taille critique (0,6 % du PIB en 2024). Ainsi, les actifs totaux de BOI ont quadruplé entre 2021 et 2024, mais cette augmentation est largement imputable à l'achat de titres de dette, notamment de la Banque centrale, qui représentent 70 % de ses actifs.

L'inclusion financière s'est toutefois accélérée (74 % en 2024), grâce notamment à l'essor des *FinTechs*. Le Nigéria s'est doté d'un cadre réglementaire spécifique, ainsi que pour les crypto-actifs, compte tenu de l'engouement national pour les placements alternatifs (2^e marché mondial pour les cryptomonnaies, dont les *stablecoins*), portés par les jeunes à revenu faible ou moyen, pour des motifs de transactions commerciales, d'épargne, d'investissement et de protection contre l'inflation et la perte de valeur du naira. Face à ces monnaies privées et aux risques qu'elles portent (spéculation, blanchiment), le projet de monnaie numérique banque centrale (e-naira) peine à se déployer.

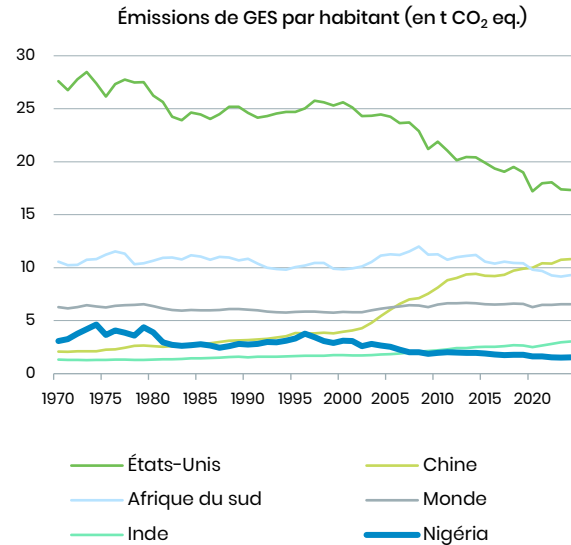
7. De forts enjeux d'adaptation et d'atténuation face au changement climatique et de préservation de la biodiversité

Le Nigéria apparaît très vulnérable au changement climatique et peu préparé.

Les épisodes de fortes précipitations et les risques d'inondations devraient s'accroître dans les années à venir, notamment dans les zones côtières (delta du Niger), alors que la saison des pluies serait retardée. La température devrait augmenter de manière significative, notamment dans le nord sahélien, où le secteur agricole est prédominant avec pour corollaire des risques sécuritaires et d'insécurité alimentaire accrus dans un contexte de forte pression démographique.

Peu émetteur de gaz à effet de serre (GES), le Nigéria est fortement exposé à la transition bas-carbone mondiale à moyen-long terme à travers sa dépendance macro-économique et énergétique aux hydrocarbures. Les émissions nationales de GES ont été maîtrisées depuis deux décennies (+3 % contre +55 % au niveau mondial) et ne représentent que 0,7 % des émissions mondiales. L'intensité carbone et énergétique du PIB s'est améliorée, pour une performance supérieure à la moyenne de l'ASS. La production nationale d'énergie repose à 46 % sur la biomasse, 40 % sur le pétrole et 13 % sur le gaz. Le mix électrique provient presque exclusivement du gaz naturel (hydro-électricité 12 %), dans un pays où le taux d'électrification est officiellement d'environ 60 % mais l'approvisionnement peu fiable.

Graphique II – Un pays peu émetteur mais très exposé à la transition énergétique



Source : Commission européenne (EDGAR).

La contribution déterminée au niveau national (CDN 3.0) adoptée en septembre 2025 combine des engagements d'atténuation et d'adaptation supérieurs à la CDN 2.0 de 2021, mais dont les capacités financières, techniques et humaines de mise en œuvre demeurent limitées. Elle prévoit des actions d'adaptation renforcées en matière de sécurité alimentaire, d'accès à l'eau, de santé, d'infrastructures résilientes, de moyens de subsistance, d'écosystèmes, etc. En attendant le premier *Country Climate and Development Report* (CCDR) de la Banque mondiale sur le Nigéria, le FMI (FMI et Département Afrique, 2025b) estime les investissements d'adaptation nécessaires à environ 1 % du PIB par an, le coût des reconstructions post-catastrophes jusqu'à 1,5 % du PIB par an et les dommages côtiers liés à la montée du niveau de la mer

(notamment autour de Lagos) entre 0,1 et 0,4 % du PIB par an. La CDN vise aussi une réduction des émissions de GES de 29 % d'ici 2030 et de 32 % d'ici 2035 par rapport à 2018 et une transition juste vers la neutralité carbone d'ici 2060. Parmi les mesures clés figurent l'arrêt du torchage du gaz d'ici 2030 et une réduction importante des émissions fugitives de l'industrie pétro-gazière (-60 % d'ici 2035). La stratégie promeut un marché carbone (mis en place en octobre) et l'accélération des énergies renouvelables avec un désengagement du gaz à compter de 2040-2045. Avant cela, la fiabilisation du réseau électrique demeure un enjeu critique (14 GW de capacités installées et seulement 4 GW fournis en moyenne, effondrements réguliers du réseau, recours massif aux générateurs ou systèmes *off-grid*), tout comme la soutenabilité financière du système, privatisé mais non rentable compte tenu d'arriérés de paiements massifs de la part des utilisateurs finaux. Concernant la finance climat et la taxonomie verte, la CBN travaille toujours sur le cadre réglementaire devant s'appliquer au système financier. Les banques nigérianes s'engagent progressivement dans des stratégies ESG (environnement, social et de gouvernance) avec pour principe de donner du temps aux clients pour se conformer aux exigences.

La préservation de la biodiversité n'est pas encore une grande cause nationale, même si le pays a validé sa Stratégie nationale pour la biodiversité et son Plan d'action (NBSAP 2025-2030) avec pour objectif principal de stopper et inverser la perte de biodiversité d'ici 2030, en alignement avec le Cadre mondial pour la biodiversité de Kunming-Montréal. Les indicateurs disponibles sur l'état de la biodiversité sont très dégradés avec des pertes de biodiversité déjà préoccupantes (extinction d'espèces, réduction du couvert forestier), dans un pays où la couverture végétale des sols ne représente que 35 % du territoire et 53 % du territoire est cultivé. L'exposition des agrégats macroéconomiques aux risques physique et de transition en lien avec la détérioration de la biodiversité est importante, notamment en ce qui concerne le secteur exportateur et donc les comptes externes. Cependant, la capacité du territoire à fournir des services écosystémiques n'apparaît pas sensiblement moindre que la moyenne mondiale.

Bibliographie

Banque mondiale. 2025. *Nigeria Development Update. Building Momentum for Inclusive Growth*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Bueno, Matheus, Gloria Aitalohi Joseph-Raji, Olawunmi Adedoyin Adelus, Oya Alper, Toluwase Olaolu Adesina, Lire Ersado, Deborah Isser *et al.* 2025. *Nigeria Development Update. From Policy To People: Bringing the Reform Gains Home*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

<http://documents.worldbank.org/curated/en/099100825010038474>.

Central Bank of Nigeria (CBN). 2025. *Macroeconomic Outlook for Nigeria, 2026. Consolidating Macroeconomic Stability Amid Global Uncertainty*. Abuja : CBN.

Fitch Ratings. 2026. "Nigeria's 2026 Budget Sets Ambitious Revenue and Spending Targets". 12 janvier 2026.

Fitch Ratings. 2025. "Fitch Affirms Nigeria at 'B'; Outlook Stable". 10 octobre 2026.

Fonds monétaire international (FMI). 2025. *World Economic Outlook. Global Economy in Flux, Prospects Remain Dim*. Washington, D.C. : FMI.

FMI et Département Afrique. 2025a. "Nigeria: 2025 Article IV Consultation-Press Release; Staff Report; and Statement by the Executive Director for Nigeria". *IMF Staff Country Reports 2025* (157). <https://doi.org/10.5089/9798229015127.002>.

FMI et Département Afrique. 2025b. "Nigeria: Selected Issues". *IMF Staff Country Reports 2025* (158). <https://doi.org/10.5089/9798229016285.002>.

Isser, Deborah et Diane Zovighian. 2025. *Fiscal Governance Reform in Nigeria: Lessons from the State Fiscal Transparency, Accountability and Sustainability*. Washington, D.C. : Banque mondiale.

Nigeria, Budget Office of the Federation et Ministry of Budget and Economic Planning. 2024. *2025-2027. Medium Term Expenditure Framework and Fiscal Strategy Paper*. Abuja.

Nigeria, Debt Management Office. 2025. *Nigeria's Medium-Term Debt Management Strategy 2024-2027*. Abuja.

Nigeria, Federal Republic of Nigeria. 2025. *Nigeria's Third Nationally Determined Contribution*.

Nigeria, Federal Republic of Nigeria et Federal Ministry. 2025. *National Biodiversity Strategy and Action Plan 2025-2030*. Abuja.

Nigeria, National Population Commission et Federal Ministry of Health and Social Welfare (FMoHSW). 2025. *Nigeria. Demographic and Health Survey 2024*. Washington, D. C. : Banque mondiale.

Nigerian Economic Summit Group (NESG). 2025. *From Hustle to Decent Work. Unlocking Jobs and Productivity for Economic Transformation in Nigeria*. Lagos : NESG.

Nsaibia, Héli. 2026. "Q&A: Why is jihadist violence escalating in the Benin, Niger, and Nigeria border triangle?". *Acled*, 26 février 2026.

Oxford Economics. 2026. "Nigeria Country Economic Forecasts".

Liste des sigles et abréviations

AGOA	<i>African Growth and Opportunity Act</i>
AMCON	<i>Asset Management Corporation of Nigeria</i>
APC	All progressives Congress (parti politique)
ASS	Afrique subsaharienne
BERD	Banque européenne pour la reconstruction et le développement
BM	Banque mondiale
BOI	Bank of Industry
CAR	<i>Capital Adequacy Ratio</i> / ratio d'adéquation des fonds propres
CBN	<i>Central Bank of Nigeria</i>
CCDR	<i>Country Climate and Development Report</i>
CDN	contribution déterminée au niveau national
CEDEAO	Communauté économique des États d'Afrique de l'Ouest
CNY	renminbi
DBN	<i>Development Bank of Nigeria</i>
ESG	environnement, social, gouvernance
FMI	Fonds monétaire international
g. a.	glissement annuel
GAFI	Groupe d'action financière
GES	gaz à effet de serre
ICC	industries créatives et culturelles
IDE	investissement direct étranger
IDH	indicateur de développement humain
IFR	instrument de financement rapide
IPC	indice des prix à la consommation
ISWAP	<i>Islamic State's West Africa Province</i> / État islamique en Afrique de l'Ouest
LCB-FT	lutte contre le blanchiment et le financement du terrorisme
MAGA	<i>Make America Great Again</i>
MTEF	<i>Medium-Term Expenditure Framework & Fiscal Strategy Paper</i>
NBS	<i>National Bureau of Statistics</i>

NCGC	National Credit Guarantee Compagny
NDP	<i>National Development Plan</i>
NESG	Nigerian Economic Summit Group
NGN	naira
NNPC	Nigerian National Petroleum Corporation
PIB	produit intérieur brut
PME	petites et moyennes entreprises
PNP	prêt non performant
PPA	parité de pouvoir d'achat
PRITI	pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieur
RNB	revenu national brut
UE	Union européenne
UNESCO	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture
USAID	United States Agency for International Development
USD	dollar américain
ZLECAf	zone de libre-échange continentale africaine

Liste des graphiques

Graphique 1 – Déclassement continental du Nigéria en 2023

Graphique 2 – Forte pression démographique

Graphique 3 – Un moteur économique à trois cylindres : hydrocarbures, services formels et secteur informel (dont agriculture)

Graphique 4 – Des perspectives de croissance relativement encourageantes

Graphique 5 – Amélioration de la balance pétrolière

Graphique 6 – Renforcement de la position extérieure après une décennie chaotique

Graphique 7 – Des comptes publics contraints par une très faible mobilisation fiscale

Graphique 8 – Projection de maîtrise de l'endettement public

Graphique 9 – Signaux de stabilisation monétaire

Graphique 10 – Fort ralentissement du crédit bancaire au secteur privé

Graphique 11 – Un pays peu émetteur mais très exposé à la transition énergétique

Les Éditions Agence française de développement (AFD) publient des travaux d'évaluation et de recherche sur le développement durable. Réalisées avec de nombreux partenaires du Nord et du Sud, ces études contribuent à l'analyse des défis auxquels la planète est confrontée, afin de mieux comprendre, prévoir et agir, en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Avec un catalogue de plus de 1000 titres et 80 nouvelles œuvres publiées en moyenne chaque année, les Éditions Agence française de développement favorisent la diffusion des savoirs et des expertises, à travers leurs collections propres et des partenariats phares. Pour un monde en commun.

Avertissement

Les analyses et conclusions de ce document sont formulées sous la responsabilité de leur(s) auteur(s). Elles ne reflètent pas nécessairement le point de vue officiel de l'Agence française de développement ou des institutions partenaires.

Directeur de publication Rémy Rioux
Directeur de la rédaction Thomas Mélonio
Création graphique MeMo, Juliegilles, D. Cazeils
Conception et réalisation PUB

Date de fin de rédaction : 26/02/26

Crédits et autorisations

Licence Creative Commons

Attribution - Pas de commercialisation - Pas de modification

<https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/4.0/>



Dépôt légal 2^e trimestre 2026

ISSN 2116-4363

Imprimé par le service de reprographie de l'AFD

Pour consulter les autres publications des Éditions Agence française de développement : afd.fr/fr/publications/